



LA PLACE FINANCIÈRE DE PARIS AU FOND DU PUIITS

Le pari perdant des banques et investisseurs
français sur les pétrole et gaz de schiste

MAI 2020

SOMMAIRE

03

Résumé exécutif

05

Méthodologie

06

I. La finance française derrière l'industrie du schiste

08 Nos banquiers sont aussi ceux du pétrole et du gaz de schiste

10 Six investisseurs français au pays du schiste

12

II. L'industrie du schiste vs. l'Accord de Paris

13 L'industrie du schiste, une bombe climatique

15 Le boom du schiste, au cœur de la politique climaticide de Trump

16

III. L'industrie du schiste, un concentré de risques

17 Le lourd tribut sanitaire de la fracturation hydraulique

18 Une industrie en crise bien avant le coronavirus

20

IV. Zoom sur le Bassin permien

22

V. Des décisions incohérentes chez les acteurs publics comme privés

23 Des risques totalement ignorés par les banques et les investisseurs

25 Les entreprises françaises et l'État actionnaire dos au mur

26

Conclusions et demandes

27

Notes

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au cours des dernières semaines, la crise du coronavirus a montré la vulnérabilité du système économique et financier globalisé face aux chocs, aujourd'hui d'origine sanitaires, et dont la fréquence et la violence seront décuplées demain si nous franchissons les seuils d'emballlement climatique. Les décisions prises aujourd'hui pour répondre à la crise et construire l'après sont capitales. Elles doivent être l'occasion de renoncer aux vices du passé, pour construire des sociétés résilientes, fondées sur la justice sociale et climatique.

De la chute des cours du pétrole au boom de l'endettement de l'industrie fossile

La crise du coronavirus et le ralentissement économique brutal et planétaire ont entraîné en l'espace de quelques semaines un effondrement généralisé de la demande de pétrole. Un peu plus mis à mal par une nouvelle guerre des prix entre les grandes puissances productrices, le cours du baril de Brent, référence internationale, a chuté une première fois en mars sous la barre des 25 dollars, contre plus de 65 dollars au 1^{er} janvier 2020¹. Alors que la diminution drastique de la consommation d'hydrocarbures et les importantes réductions d'investissements déjà annoncées par les entreprises du secteur pour 2020 – 22% début avril pour les majors pétrolières et gazières² – laissent présager un ralentissement à court terme du développement des énergies fossiles, les tendances à moyen et long termes restent à ce jour inconnues. En l'absence de mesures politiques, un pétrole bon marché pourrait aussi faire bondir de manière irraisonnée la consommation internationale de pétrole et de gaz en sortie de confinement, et contribuer à une importante relance des émissions de gaz à effet de serre.

Dans le même temps, **les entreprises pétrolières et gazières sont à la recherche de capitaux pour faire face à la crise et assurer au plus vite un retour au *business as usual***. Elles en appellent à la générosité des États, mis à contribution pour sauver du naufrage des entreprises au bilan écologique catastrophique et au modèle économique chancelant depuis parfois des années. Mais elles se ruent également sur les marchés financiers et au guichet des banques commerciales. Début avril, les supermajors, dont Total, avaient déjà levé 32 milliards de dollars de dettes en réaction à la chute des cours du pétrole³, pour assurer malgré la crise le versement de dividendes exorbitants à leurs actionnaires et rassurer les marchés financiers.

Le secteur du schiste face à une crise existentielle

La plus forte hausse de la production de pétrole et de gaz se concentre depuis plusieurs années aux États-Unis et se résume en trois mots : hydrocarbures de schiste. Pierre angulaire de la « politique d'hégémonie énergétique » lancée par Donald Trump⁴, le second boom du pétrole et du gaz de schiste a permis au pays de se placer au rang de premier producteur mondial en 2018. Il y a quelques mois, rien ne semblait pouvoir freiner cette course folle. Les analyses de 2019 prévoyaient que les États-Unis et le Canada représentent 85% de la croissance globale de la production de pétrole et de gaz d'ici 2025, reposant quasi exclusivement sur des hydrocarbures non-conventionnels⁵. **Un tel développement aurait des conséquences climatiques tragiques, consommant à lui seul d'ici 2050 plus d'un quart du budget carbone mondial disponible pour rester sous la barre de + 1,5°C⁶**. À cela s'ajoutent les ravages irréversibles sur les écosystèmes et la santé des populations environnantes : ces pays ont déjà sacrifié des pans entiers de leur territoire à l'industrie fossile.

Ce toxique rêve nord-américain est néanmoins mis à mal. Le boom du schiste s'est accompagné d'une prise de risque financière hors-norme. L'extraction de ces hydrocarbures est si intensive en capital que les entreprises spécialisées dans la production de pétrole et de gaz de schiste ont dépensé au cours des dix dernières années 189 milliards de dollars de plus qu'elles n'en ont généré en vendant du pétrole et du gaz⁷. Parmi les entreprises en difficulté chroniques, on retrouve aussi des parapétraliers français. C'est donc un secteur surendetté, dont tous les indicateurs étaient déjà au rouge, et plus que tout autre vulnérable à la baisse des cours du pétrole, qui est entré dans la tourmente en mars 2020. **Le brut américain a subi un revers particulièrement violent, voire même un krach historique**, en atteignant sous l'action des traders et spéculateurs un prix négatif⁸.

La crise du coronavirus n'a donc fait que mettre en évidence les risques bien connus associés à l'industrie du schiste: un désastre environnemental reposant sur un gouffre financier. Elle souligne également la nécessité d'anticiper ces désastres annoncés en accompagnant un déclin des secteurs polluants de manière juste pour leurs travailleurs, qui sont aujourd'hui et seront demain les premières victimes d'une transition subie et non organisée.

La finance française derrière ce pari à hauts risques

Alors que l'industrie du schiste vit une crise majeure, dont elle ne pourra sans doute se relever qu'à grand renfort d'argent public et de capitaux privés, **les Amis de la Terre France et Reclaim Finance ont mené l'enquête pour évaluer les soutiens toxiques accordés par les banques et investisseurs français au pétrole et au gaz de schiste nord-américain depuis 2016.**

Cette recherche révèle que Société Générale, Crédit Agricole, Banque Populaire Caisse d'Épargne (BPCE) et BNP Paribas ont financé à hauteur de **24 milliards de dollars** la production, le transport et l'exportation de pétrole et de gaz de schiste depuis l'adoption de l'Accord de Paris. Dans ce classement, Société Générale se distingue bien en tête, avec près de 11 milliards de dollars de financements. Ses concurrentes ne sont pas en reste : elles demeurent toutes les trois d'importants bailleurs de fonds de l'expansion du secteur. De plus, les investisseurs français détiennent pour **12 milliards de dollars** en actions et obligations dans les 75 entreprises prévoyant le plus de développer de nouvelles réserves de gaz et de pétrole de schiste. Six acteurs dominent très largement ces investissements: BPCE surprend en détenant à elle seule 50% des investissements français dans le secteur. Se trouvent aussi Crédit Agricole, AXA, Rothschild & Co, Société Générale et BNP Paribas. La crise révèle le caractère opportuniste et extrêmement cynique de BPCE, AXA et Rothschild & Co qui ont acheté des millions d'actions des entreprises en déroute entre janvier et mars 2020, misant probablement sur un sauvetage futur, au détriment des populations et du climat.

Seules BNP Paribas et Crédit Mutuel ont à ce jour adopté des politiques limitant leur exposition aux hydrocarbures de schiste. Celle de BNP Paribas se révèle non seulement insuffisante sur le papier, mais pourrait aussi ne pas être respectée dans la réalité. **Les autres banques et investisseurs n'ont pas pris le moindre engagement sur ce secteur, reflétant un profond déni des risques potentiels et impacts avérés du pétrole et du gaz de schiste.**

Le jour d'après, arrêter de creuser

Au moment où le premier producteur de pétrole et de gaz du monde, l'industrie du schiste nord-américaine,

semble au bord de la faillite, deux voies sont possibles pour les acteurs financiers français: continuer de piétiner l'Accord de Paris et de jeter l'argent par les fenêtres en soutenant la remise à flot et la reprise de l'expansion massive de ce secteur ; ou au contraire accepter l'idée qu'ils ont misé sur le mauvais cheval, prendre enfin acte des drames climatiques, environnementaux et sociaux causés par cette industrie, et mettre un point final à leurs soutiens directs et indirects au pétrole et au gaz de schiste.

Les États-Unis semblent prêts à tout pour éviter que leur industrie fossile ne sombre: la Réserve fédérale a volé le mois dernier au secours du pétrole et du gaz de schiste⁹ ; l'administration Trump a suspendu les régulations environnementales et sanitaires¹⁰ ; les banques commerciales pourraient décider de saisir et d'opérer elles-mêmes les actifs de leurs clients en faillite pour ne pas perdre les milliards de financements et d'investissements injectés depuis des années dans ce secteur sous perfusion¹¹. Le Canada a pour sa part annoncé mi-avril plus de 2 milliards d'aides au secteur des énergies fossiles¹².

Un autre choix doit impérativement être opéré en France: refuser un sauvetage public comme privé du pétrole et du gaz de schiste. Le gouvernement doit prendre dès ce jour ses responsabilités de garant de la stabilité financière et du respect de l'Accord de Paris sur le climat pour contraindre les banques, assureurs et investisseurs à mettre un terme à leurs soutiens à ce secteur. Bruno Le Maire a appelé les institutions financières françaises à se doter d'ici juillet 2020 de stratégies de sortie du charbon¹³, il serait dans le contexte actuel répréhensible de se contenter de cela. En tant qu'État actionnaire, il ne doit en outre pas accorder d'aides publiques aux entreprises françaises actives dans ces secteurs, en l'absence de plan crédible de transformation de leurs activités pour sortir des énergies fossiles, dans une trajectoire cohérente avec les objectifs climatiques internationaux.

Au moment où la crise du coronavirus impose un ralentissement économique forcé et généralisé, il nous appartient de choisir les secteurs que nous souhaitons relancer et ceux dont il faut accompagner la reconversion. Il est d'autant plus crucial dans cette période charnière de se poser la question des secteurs vers lesquels orienter les capitaux publics comme privés. Cette crise doit nous servir de leçon: être l'occasion de rompre avec notre addiction et celle de la finance aux énergies fossiles, et de construire notre indépendance et notre résilience énergétique.

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de ce rapport, les Amis de la Terre France et Reclaim Finance se sont intéressés aux soutiens des banques et investisseurs français au secteur des pétrole et gaz de schiste en Amérique du Nord depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat. Les données présentées sont issues de trois recherches financières menées en 2020.

Les prêts et émissions d'actions et d'obligations des quatre grandes banques françaises – BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et BPCE – aux entreprises les plus actives dans la production, le transport et l'exportation de gaz et de pétrole de schiste proviennent du rapport *Banking on Climate Change*¹⁴. Les entreprises couvertes sont: les 30 entreprises avec le plus de réserves de pétrole et de gaz de schiste en cours d'exploitation et dont l'exploitation est prévue d'ici 2050 ; 10 entreprises clés ayant des oléoducs et gazoducs existants ou prévus en Amérique du Nord ; 10 entreprises clés ayant des terminaux de GNL existants ou prévus en Amérique du Nord. La recherche a été effectuée pour la période de 2016 à 2019 par l'ONG américaine Rainforest Action Network, à partir de la base

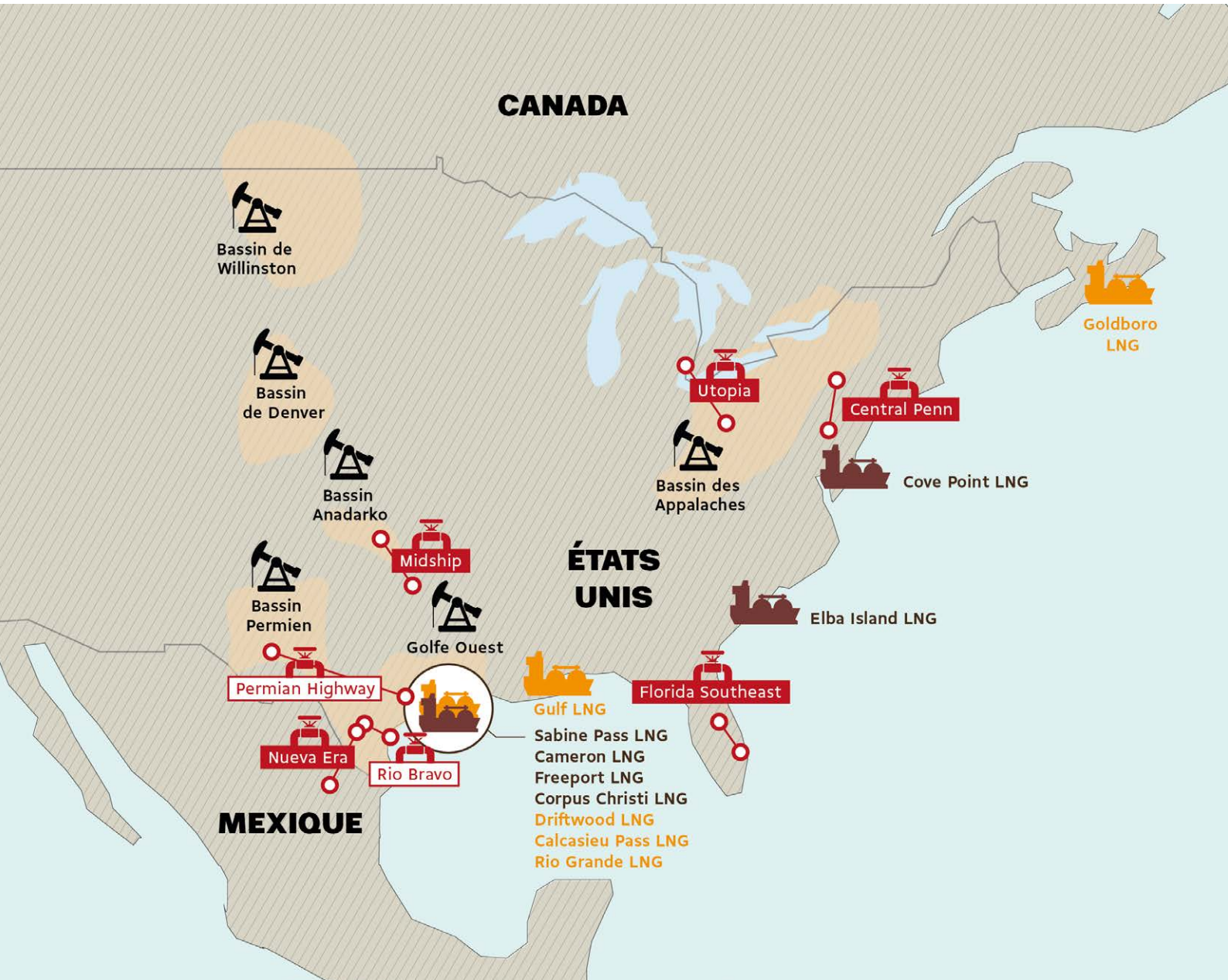
de données Bloomberg L.P., qui répartit la valeur de chaque transaction selon le rôle joué par les banques qui y prennent part. **Les financements dédiés et mandats de conseil** des banques françaises pour les projets d'infrastructures pétroliers et gaziers aux États-Unis et au Canada proviennent d'une recherche financière menée par le cabinet néerlandais Profundo, à partir de la base de données IJGlobal Project Finance, également sur la période de 2016 à 2019. Enfin, **les détentions d'actions et d'obligations, ou investissements**, recherchés ne portent que sur la production de gaz et de pétrole de schiste. Sont couvertes les 100 entreprises cotées en bourse et avec le plus de réserves de pétrole et de gaz de schiste en cours d'exploitation et dont l'exploitation est prévue d'ici 2050, et les 75 entreprises cotées en bourse et prévoyant de développer plus de 500 millions de barils de pétrole équivalent d'ici 2050 à partir de projets actés entre 2016 et 2030. Les listes d'entreprises ont été fournies par l'ONG Oil Change International et sont issues de Rystad.

La méthodologie détaillée est en annexe.

PARTIE I

LA FINANCE FRANÇAISE DERRIÈRE L'INDUSTRIE DU SCHISTE

UNE EXPANSION DU PÉTROLE ET DU GAZ DE SCHISTE ALIMENTÉE PAR LA FINANCE FRANÇAISE



Grands bassins de production de pétrole et de gaz de schiste où opèrent des entreprises soutenues par les banques et investisseurs français



Pipelines de gaz de schiste soutenus par des banques françaises



Pipelines en activité



Pipelines en projet ou en cours de construction



Terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié issu de gaz de schiste en projet ou en cours de construction et soutenus par des banques françaises



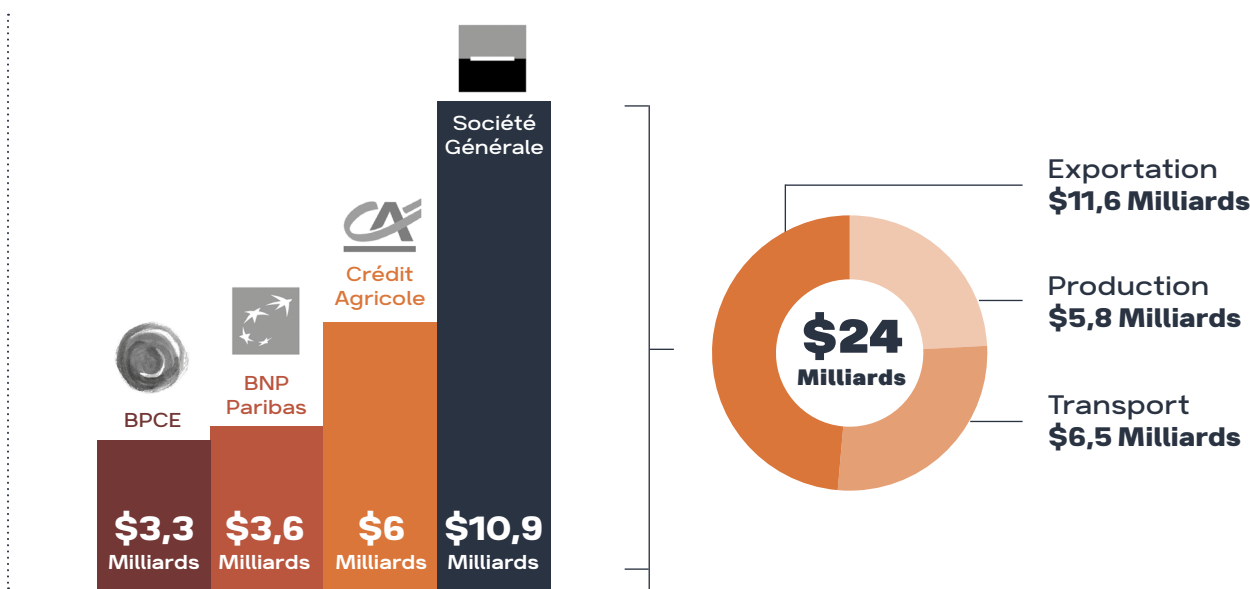
Terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié issu de gaz de schiste en activité et soutenus par des banques françaises

NOS BANQUIERS SONT AUSSI CEUX DU PÉTROLE ET DU GAZ DE SCHISTE

Les quatre principales banques françaises, qui figurent parmi les plus grandes banques du monde, ont financé l'industrie du schiste nord-américaine à hauteur de plus de 24 milliards de dollars depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat. L'année 2019 a été marquée par un important rebond de ces financements, avec 8,7 mil-

liards de dollars accordés durant cette seule année. Société Générale, troisième plus grand groupe bancaire français, arrive largement en tête du classement, avec pas loin de 11 milliards de dollars depuis 2016, soit près du double des financements de la banque arrivant en deuxième position, Crédit Agricole.

Financements des quatre grandes banques françaises au pétrole et au gaz de schiste, entre 2016 et 2019, en milliards de dollars.



Société Générale, spécialiste du transport et de l'exportation de gaz de schiste

Financements dédiés des quatre grandes banques françaises à des projets de gazoducs ou terminaux de GNL en Amérique du Nord, entre 2016 et 2019, en milliards de dollars.



En Amérique du Nord comme dans le reste du monde, Société Générale tient une place de premier plan dans le développement de nouveaux méga projets gaziers. Cela se traduit notamment par des soutiens massifs aux projets d'infrastructures de transport et d'exportation de gaz de schiste. Entre 2016 et 2019, elle a accordé des financements directs à hauteur de plus de 3,9 milliards

de dollars à des projets de gazoducs – 700 millions de dollars – et de terminaux de gaz liquéfié (GNL) – 3,2 milliards – aux États-Unis et au Canada. C'est plus que toutes ses concurrentes françaises réunies. Plus inquiétant encore, ses soutiens ont augmenté chaque année depuis la COP21, atteignant 1,3 milliard de dollars l'année dernière. Elle a ainsi financé au cours des quatre dernières années six gazoducs transportant du gaz de schiste¹⁵ en Amérique du Nord, représentant au total 2250 km, soit la distance entre Paris et Istanbul. Elle a également financé quatre nouveaux terminaux d'exportation de gaz de schiste aux États-Unis: Corpus Christi, Cove Point LNG, Freeport LNG, Sabine Pass LNG. Société Générale se distingue par le fait qu'elle ne se contente pas de financer ces infrastructures gazières: elle conseille souvent leurs promoteurs sur l'ensemble du processus de développement des projets. C'est actuellement le cas pour trois nouveaux terminaux d'exportation de gaz de schiste aux États-Unis et au Canada, en attente de leurs décisions finales d'investissements: Goldboro LNG, Driftwood LNG et Rio Grande LNG – voir page 21.



Des financements, du puits ...

Les banques françaises ont accordé depuis 2016 5,8 milliards de dollars à la production de pétrole et de gaz de schiste. Là encore, Société Générale rafle la première place, ce qui s'explique notamment par son soutien massif en 2019 à la fusion entre deux géants de cette industrie : Occidental Petroleum et Anadarko – voir page 19. BNP Paribas arrive en deuxième position car, même si la banque a adopté en 2017 une politique de retrait des hydrocarbures de schiste, celle-ci ne l'empêche pas d'alimenter les grandes majors comme Shell, BP ou Chevron, bien présentes dans le secteur. BNP Paribas est donc revenue en 2019 à son niveau de financements de 2016. Crédit Agricole compte quant à elle parmi ses clients des entreprises spécialisées dans le schiste comme Chesapeake ou WPX Energy, mises en grande difficulté par la chute du prix du pétrole américain – voir page 18.



... en passant par le pipeline ...

Les banques françaises ont accordé 6,5 milliards de dollars depuis 2016 aux pipelines de pétrole et de gaz en Amérique du Nord, transportant majoritairement des hydrocarbures de schiste et issus des sables bitumineux. Ces soutiens passent principalement par des financements aux entreprises spécialisées dans le développement d'infrastructures *midstream* sur le continent, qui ont maillé le territoire et prévoient encore de nombreux projets pour permettre la croissance toujours plus forte de l'industrie du schiste – telles qu'Enbridge, Energy Transfer, Enterprise Products ou Phillips 66. Crédit Agricole est la plus exposée à ces entreprises. 25% de ces 6,5 milliards de financements restent des soutiens dédiés au développement de gazoducs.

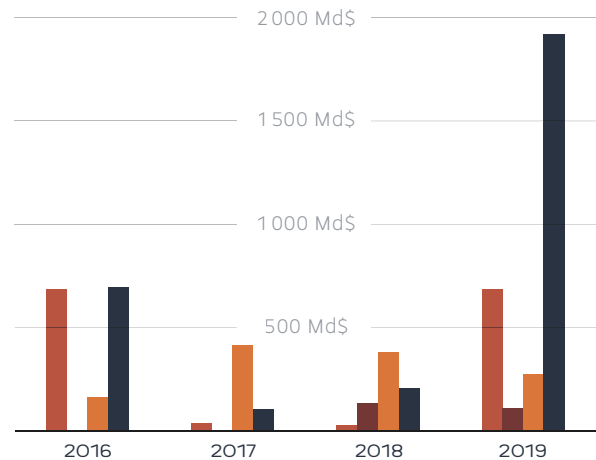


... jusqu'au terminal d'exportation

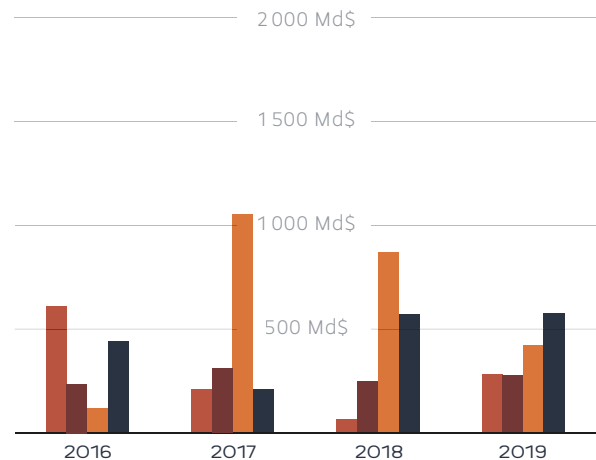
Le boom du pétrole et du gaz de schiste est également passé par la construction d'immenses terminaux d'exportation de gaz sous forme liquéfiée, le GNL. Les capitaux nécessaires au développement de ces très coûteuses infrastructures sont majoritairement levés à travers des financements dédiés, obtenus notamment auprès des banques françaises. Société Générale s'est autoproclamée leader mondial de ce secteur¹⁶, et sévit notamment en Amérique du Nord. Mais elle n'est pas la seule Française à être active sur ce marché. **Au total, tous les terminaux de GNL qui exportent actuellement du gaz de schiste en Amérique du Nord ont reçu des financements directs de banques commerciales françaises, Société Générale, Crédit Agricole et BPCE en tête.**

■ BNP Paribas ■ BPCE ■ Crédit Agricole ■ Société Générale

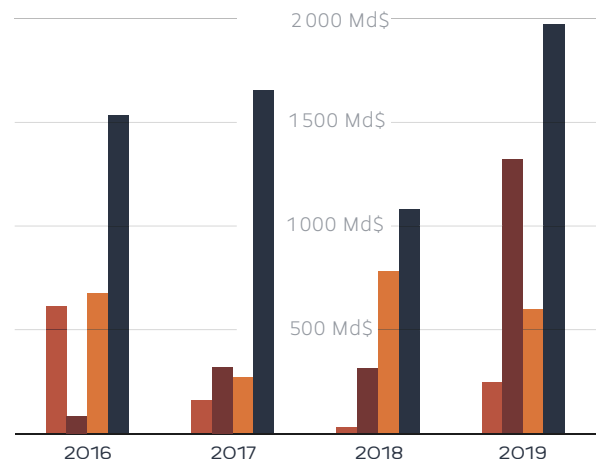
Financements des quatre grandes banques françaises à la production de pétrole et de gaz de schiste, entre 2016 et 2019, en millions de dollars.



Financements dédiés des quatre grandes banques françaises aux infrastructures de transport pétrolières et gazières nord-américaines, entre 2016 et 2019, en millions de dollars.

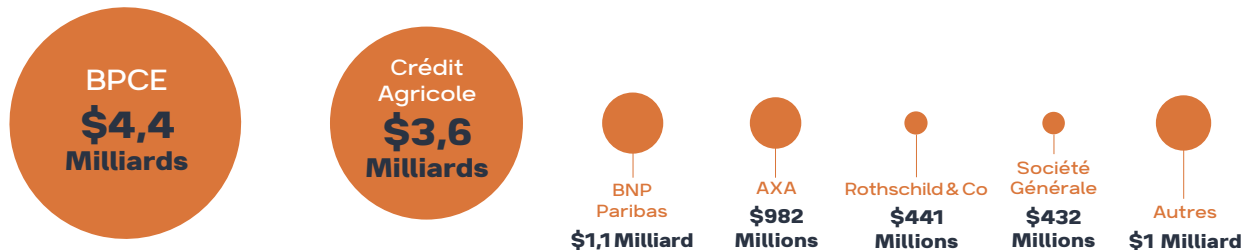


Financements des quatre grandes banques françaises au GNL nord-américain, entre 2016 et 2019, en millions de dollars.



SIX INVESTISSEURS FRANÇAIS AU PAYS DU SCHISTE

Investissements français dans les 75 entreprises les plus agressives dans le développement du gaz et du pétrole de schiste, en dollars, fin mars 2020.



Les investisseurs français détenaient en mars 2020 19 milliards de dollars d'actions et d'obligations dans les 100 plus gros acteurs du secteur du pétrole et du gaz de schiste¹⁷. 14 acteurs financiers en détenaient 95% et 6 en détiennent plus de 88%. Il s'agit de BPCE, Crédit Agricole, BNP Paribas, AXA, Rothschild & Co et Société Générale. Au moins 40% de leurs investissements sont dirigés vers la production de gaz et de pétrole de schiste, soit 6,7 milliards de dollars – contre 434 millions de dollars pour le reste des investisseurs français. BPCE concentre à elle seule près de 50% des investissements français dans les gaz et pétrole de schiste. 80% des investissements de BPCE proviennent de ses deux filiales de gestion d'actifs nord-américaines: Harris Associates et Loomis, Sayles & Company.

Ces investissements font de la Place financière de Paris une forte place d'investissements dans les gaz et pétrole de schiste. Plus de 30% des investissements de l'Union européenne vers ce secteur provient d'investisseurs français. BPCE est le 2^e plus gros investisseur de l'Union européenne dans les gaz et pétrole de schiste, derrière Allianz. Crédit Agricole est 4^e, BNP Paribas 9^e et AXA 10^e.

On est globalement loin d'investissements dans des entreprises très diversifiées, avec uniquement une petite partie de leurs activités dans les gaz et pétrole de schiste. BPCE, Rothschild & Co et AXA sont ceux qui investissent le plus dans des entreprises clairement identifiables comme des acteurs des gaz et pétrole de schiste. La part moyenne de gaz et pétrole de schiste dans les activités des entreprises trouvées dans les portefeuilles de ces trois investisseurs français est de 42% pour AXA et de plus de 50% pour BPCE et Rothschild & Co. Les plus gros investissements de BPCE se font dans les entreprises spécialisées du secteur: Concho Resources (474 millions de dollars, 100% gaz et pétrole de schiste), EOG (302 millions de dollars, 98% gaz et pétrole de schiste), Diamondback Energy (396 millions

de dollars, 100% gaz et pétrole de schiste), Apache (531 millions de dollars, 77% gaz et pétrole de schiste). Quelques exceptions cependant dont Cenovus dans laquelle BPCE détient 672 millions de dollars, et dont seulement 6% des activités reposent sur les gaz et pétrole de schiste, 88% restant se reposant sur le secteur tout aussi polluant des sables bitumineux.

Gaz et pétrole de schiste : les investisseurs en redemandent

Reclaim Finance et les Amis de la Terre ont également enquêté sur l'exposition des investisseurs aux entreprises les plus agressives dans le développement de la production de pétrole et de gaz de schiste. **Les investisseurs français détenaient en mars 2020, 12 milliards de dollars d'investissements dans les 75 entreprises cotées en bourse et prévoyant la plus forte production de gaz et de pétrole de schiste d'ici 2050 à partir de puits aujourd'hui non ouverts.** Toute nouvelle production d'énergies fossiles à partir de nouveaux puits est strictement incompatible avec une trajectoire 1,5°C. Alors que la majeure partie des plans de développement se situent dans les bassins de gaz et de pétrole de schiste nord-américains, ces 75 entreprises détiennent à elles seules les clés de notre avenir. Tout acteur financier engagé à contribuer à l'atteinte des objectifs internationaux adoptés à Paris en 2015 devrait automatiquement exclure ces entreprises de tous services financiers ou a minima conditionner tout nouveau soutien à leur engagement à ne plus développer de nouveaux projets et à fermer des infrastructures existantes.

Dix investisseurs français concentrent à eux seuls 96% des investissements français dans ces entreprises. Nous retrouvons parmi eux les 6 plus gros investisseurs français dans le secteur du gaz et du pétrole de schiste: BPCE, Crédit Agricole, BNP Paribas, AXA, Société Générale et Rothschild & Co.

BPCE, AXA et Rothschild & Co renchérissent sur un secteur au bord de la faillite

Les investisseurs français ont réagi différemment à la chute des prix qui a frappé le secteur pétrolier et gazier américain. Quand Crédit Agricole, BNP Paribas et Société Générale se sont empressés de vendre une part de leurs actions, BPCE, AXA et Rothschild & Co ont eu la réaction inverse.

Crédit Agricole, BNP Paribas et Société Générale ont vendu plus de 11 millions d'actions détenues dans les 100 plus grosses entreprises du secteur et 14,7 millions d'actions détenues dans les 75 plus gros développeurs du secteur entre janvier et mars 2020. BPCE, AXA et

Rothschild & Co ont acheté 5,6 millions des premières et plus de 7 millions des deuxièmes. Leur achat d'actions n'a pas empêché la valeur totale de leurs investissements de chuter et on peut donc questionner les raisons derrière leur rachat massif d'actions dans des entreprises pour certaines au bord de la faillite. Il pourrait viser à contrer les mouvements à la baisse des cours afin de sauver ce qui peut l'être. Mais cela pourrait aussi être un pari sur la remontée de la valeur des actions des entreprises aujourd'hui en déroute mais qui demain peuvent être sauvées par les plans de relance américains, notamment via la Réserve fédérale américaine. Rothschild & Co profite en outre très directement de la crise en conseillant les entreprises en plein naufrage, comme Chesapeake sur la restructuration de sa dette¹⁸.



Les banques françaises toujours dans les sables bitumineux

En réaction au scandale qu'avait suscité le financement du très controversé projet d'oléoduc de sables bitumineux Dakota Access Pipeline (DAPL) par les grandes banques françaises¹⁹, celles-ci avaient toutes annoncé fin 2017 des mesures de réduction de leurs soutiens au secteur. Les violations des droits des Peuples autochtones, les violences contre les manifestants à Standing Rock et la criminalisation des opposants au projet, perpétrées par l'entreprise Energy Transfer Partners développant le DAPL n'ont pourtant pas suffi à BPCE et à Crédit Agricole, qui lui ont accordé 460 millions de dollars de financements chacune entre 2018 et 2019 – selon les tableaux de données de Bloomberg Finance²⁰. BPCE a de surcroît émis, en janvier 2020, 900 millions d'obligations pour le compte de l'entreprise.

Par ailleurs, Crédit Agricole soutient en ce moment même le développement d'un nouveau DAPL, le Line 3 Pipeline, destiné à acheminer sur plus de 1500 km du pétrole issu des sables bitumineux, depuis l'Alberta au Canada jusqu'au Wisconsin aux États-Unis. Alors que la lutte des Premières Nations et des organisations environnementales contre ce projet se poursuit notamment

au Minnesota, Crédit Agricole a participé en novembre dernier à l'émission d'une dette de 2 milliards de dollars sur les marchés financiers pour le compte d'Enbridge²¹, sponsor du Line 3 et première entreprise d'infrastructures énergétiques *midstream* en Amérique du Nord. Comme Enbridge développe ce projet d'oléoduc sans avoir contracté de prêt spécifique, ces financements sont indispensables à la réalisation du projet²². Crédit Agricole a décidé début 2019 d'abandonner tout soutien à l'entreprise canadienne TC Energy et à son pipeline de sables bitumineux Keystone XL²³. Il n'existe aucune raison valable pour que la banque n'en fasse pas de même pour Enbridge.

De plus, les banques françaises n'ont toujours pas mis un point final à leurs soutiens à l'exploitation des sables bitumineux. Ici comme pour le secteur du pétrole et du gaz de schiste, Société Générale, Crédit Agricole et BNP Paribas soutiennent cette industrie incompatible avec l'urgence climatique en finançant les grands groupes pétroliers et gaziers internationaux qui y sont particulièrement actifs, dont les cinq majors BP, Shell, Total, ExxonMobil et Chevron. Ainsi, malgré l'adoption de politiques restrictives, les financements de ces trois banques à l'exploitation des sables bitumineux sont repartis à la hausse, totalisant 1,2 milliards de dollars depuis 2016.

PARTIE II

L'INDUSTRIE DU SCHISTE VS. L'ACCORD DE PARIS



L'INDUSTRIE DU SCHISTE, UNE BOMBE CLIMATIQUE

Rester sous la barre de +1,5°C de réchauffement global signifie

0

nouveau projet d'exploration et d'exploitation d'énergie fossile

85%

du développement mondial de la production de pétrole et de gaz d'ici 2025 est concentrée aux États-Unis et au Canada

Ce développement consommerait

1/4

du budget carbone disponible pour rester sous la barre de 1,5 °C de réchauffement global

Un fossé dramatique entre objectifs climatiques et expansion des énergies fossiles

Des analyses du budget carbone mondial disponibles depuis 2016 démontrent que les mines de charbon et les gisements de pétrole et de gaz actuellement en cours d'exploitation pourraient déjà émettre assez de gaz à effet de serre pour amener la planète au-delà des objectifs de l'Accord de Paris – de limiter le réchauffement bien en-dessous de 2°C et de s'efforcer de le limiter à 1,5 °C²⁴. **En d'autres termes, éviter les conséquences les plus dramatiques de l'emballement climatique décrites par les scientifiques²⁵ ne sera possible qu'à condition d'enrayer de toute urgence le développement des énergies fossiles.**

Quatre ans après la signature de l'accord international sur le climat, et alors que les énergies fossiles alimentées par des volumes de capitaux toujours plus élevés²⁶ n'ont cessé de croître, les perspectives ne sont pas moins sombres. Dans un rapport de fin 2019, les Nations unies évaluent que les gouvernements et les industriels prévoient de produire plus du double d'énergies fossiles de ce qui serait compatible avec une trajectoire + 1,5 °C – 59% de plus pour le secteur du pétrole, 70% pour le secteur du gaz²⁷. Ces développements ne seront possibles qu'avec des financements, investissements et couvertures d'assurances. **Au cours de la décennie où selon les scientifiques nous devons diviser nos émissions de gaz à effet de serre par deux pour éviter le chaos climatique²⁸, les États, les entreprises et les acteurs financiers sont en train de nous condamner au pire.**

L'industrie pétrolière et gazière nord-américaine, ennemi du climat

En seulement dix ans et sous l'impulsion du boom du schiste, les États-Unis ont connu la plus grosse croissance de production de pétrole et de gaz de l'Histoire²⁹. Ils extraient actuellement plus d'hydrocarbures que

tout autre pays et étaient, jusqu'au récent effondrement des cours du pétrole, l'épicentre des nouveaux projets d'exploitation de pétrole et de gaz. Selon les données de 2019, 60% de l'augmentation mondiale de la production de pétrole et de gaz d'ici 2030 viendra des États-Unis, soit quatre fois plus que le Canada qui arrive en deuxième position, et sept fois plus que l'Arabie saoudite³⁰. À court terme, d'ici 2025, l'Amérique du Nord représente à elle seule 85% de la production mondiale à partir de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, une croissance reposant quasi exclusivement sur les hydrocarbures non-conventionnels – 90% de l'expansion aux États-Unis est issue des bassins de schiste, quand le Canada compte en plus sur ses sables bitumineux³¹.

Laisser se réaliser de tels investissements dans les prochaines années nous enfermerait dans des décennies de nouvelles émissions de gaz à effet de serre. Les prévisions ci-dessus aboutiraient d'ici à la moitié du siècle à l'émission de 145 gigatonnes de CO₂, soit 26% du budget carbone mondial disponible pour rester sous la barre de + 1,5°C de réchauffement climatique³². Cela sans compter les fuites de méthane – principal composant du gaz «naturel» – non incluses dans ces calculs, et qui ajouteraient à ce lourd bilan carbone 16 à 39 gigatonnes de CO₂eq d'ici 2050³³. **S'il n'est pas endigué, le développement du pétrole et du gaz en Amérique du Nord, avec les hydrocarbures de schiste au premier plan, suffirait à anéantir la capacité de la planète à rester dans les limites fixées par l'Accord de Paris.**

Les terminaux de GNL, vers un terminus climatique

L'expansion de l'industrie du schiste a également été rendue possible par le développement d'une myriade de nouveaux projets d'infrastructures de transport et d'exportation, à l'impact climatique critique. En proposant de liquéfier le gaz, de le transporter sur des milliers de kilomètres, puis de le regazéifier, le recours massif au

GNL et la multiplication des terminaux méthaniers accroît considérablement les émissions de CO₂ et de méthane des chaînes d'approvisionnement, alourdissant encore le bilan climatique ci-dessus³⁴. Une récente étude de Bloomberg évalue ainsi que les 6 terminaux d'exportation de GNL actuellement en opération aux États-Unis émettent directement plus de CO₂ que 5 centrales à charbon³⁵. Ce désastre ne pourrait en être qu'à ses débuts. Aux États-

Unis, 20 terminaux d'exportation supplémentaires sont envisagés³⁶. Au Canada, où il n'en existe pas à ce jour, ce sont 17 projets de terminaux d'exportation de GNL que les industriels souhaitent construire³⁷. Investir dans de telles infrastructures, pouvant coûter jusqu'à plusieurs dizaines de milliards de dollars et conçues pour opérer et être rentabilisées sur plusieurs décennies, revient à enterrer dès aujourd'hui l'Accord de Paris.



Le piège du méthane

Les recherches et enquêtes mettant en évidence des fuites de méthane massives et largement sous-estimées dans les bassins de schiste nord-américains et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des produits pétroliers et gaziers se multiplient³⁸. On parle ici des fuites qui ont inévitablement lieu sur les infrastructures gazières du puits à la centrale, mais aussi des émissions volontaires associées au torchage – *flaring* – ou à l'évacuation – *venting* – du gaz dans l'atmosphère³⁹. Ces pratiques sont monnaie courante alors que le prix du gaz est inférieur à son coût d'extraction et de transport, les producteurs préférant s'en débarrasser que de l'exploiter et de le vendre. Six ans de contre expertise menées par plus de 140 spécialistes ont permis de conclure que le gouvernement américain sous-estime de 60% les émissions de méthane issues de la chaîne d'approvisionnement du pétrole et du gaz aux États-Unis⁴⁰. La croissance de cette industrie serait ainsi largement responsable de la très forte augmentation de la concentration de méthane dans l'atmosphère⁴¹ constatée au cours de la dernière décennie⁴².

Mauvaise nouvelle pour le climat, le méthane est un gaz à effet de serre au pouvoir réchauffant 86 fois supérieur à celui du CO₂ à un horizon de 20 ans⁴³. Autrement dit, continuer à générer de telles fuites de méthane pourrait nous entraîner à court ou moyen terme au-delà des seuils d'emballage climatique et provoquer des dommages graves et irréversibles. La crise du coronavirus n'est pas un gage du ralentissement de ces émissions: des entreprises pourraient faire faillite et abandonner leurs puits non scellés et non contrôlés, crachant du méthane pendant des mois⁴⁴. **Ce constat scientifique suffit à faire voler en éclat le mythe selon lequel investir aujourd'hui dans le gaz de schiste est un acte en faveur de la transition énergétique, mythe trop souvent repris à leur compte par les acteurs financiers.** Société Générale affirme ainsi publiquement que le gaz de schiste américain représente une énergie de transition nécessaire⁴⁵. Ce piège du méthane bat en brèche le prétendu avantage climatique du gaz de schiste et de son exportation sous forme liquéfiée sur le charbon.

LE BOOM DU SCHISTE, AU COEUR DE LA POLITIQUE CLIMATICIDE DE TRUMP

Dès 2017 et son arrivée à la Maison blanche, Donald Trump a fait de l'«hégémonie énergétique» l'un des objectifs prioritaires de sa politique. Il souhaite ainsi se démarquer des présidences précédentes et de celle d'Obama en particulier, qui prêchaient jusque-là seulement en faveur de l'indépendance énergétique des États-Unis. Ce programme anti-climat est matérialisé en plusieurs étapes par la Maison Blanche⁴⁶: se retirer de l'Accord de Paris ; se débarrasser des réglementations environnementales ; exploiter des ressources d'énergies fossiles jusque-là sanctuarisées, y compris dans des réserves naturelles protégées ; accorder des permis en masse pour la construction de nouvelles infrastructures de transport et d'exportation d'énergies fossiles ; négocier avec l'Europe et l'Asie l'achat de cette

surproduction de pétrole et de gaz pour diminuer leur «dépendance énergétique» à certains pays producteurs comme la Russie.

Trump était en excellente voie pour parvenir à ses fins, appuyé dans son projet par les financements des grandes banques commerciales, notamment françaises, et par l'Union européenne qui a accepté de multiplier par près de trois ses importations de gaz de schiste américain et a subventionné les infrastructures d'importation en conséquence⁴⁷. Bien entendu, le krach de l'industrie pétrolière et gazière aux États-Unis pourrait faire totalement s'effondrer ce château de carte, même si le président américain essaie déjà de tout mettre en oeuvre pour sauver et relancer le secteur.



La crise du coronavirus, déclin et fin du pétrole et du gaz de schiste ?

En réponse à la crise du coronavirus, les entreprises actives dans les bassins de schiste freinent actuellement leur production. Au total, le secrétaire à l'Énergie des États-Unis anticipe une chute d'au moins 15% de l'extraction de pétrole entre janvier et la fin de l'année⁴⁸. Fin avril, le cabinet Rystad Energy prévoyait également une baisse de 42% des investissements dans le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis et dans les sables bitumineux au Canada⁴⁹. Les décisions finales d'investissement de nombreux nouveaux projets d'infrastructures, et notamment pour les très coûteux terminaux de GNL⁵⁰, ont par ailleurs été retardées.

Si ces premiers indicateurs préfigurent un chamboulement à court voire moyen terme des prévisions de croissance de l'industrie du schiste, leur remise en cause pérenne n'est malheureusement pas garantie à ce stade. Des levées de capitaux publics et privés destinées au sauvetage sans condition des entreprises du secteur et un redressement des cours du pétrole pourraient au contraire entraîner une reprise des secteurs les plus polluants. La faillite des entreprises spécialisées dans le schiste pourrait aussi engendrer une récupération de leurs actifs par les plus gros acteurs et une concentration du secteur aux mains des majors.

PARTIE III

L'INDUSTRIE DU SCHISTE, UN CONCENTRÉ DE RISQUES



LE LOURD TRIBUT SANITAIRE DE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE



Rien ne prouve que la fracturation hydraulique puisse fonctionner sans menacer directement la santé publique et sans mettre en péril la stabilité du climat dont dépend la santé publique. La seule façon d'atténuer les graves dommages qu'il cause à la santé publique et au climat est de l'interdire complètement⁵¹



Scientifiques et médecins des organisations Concerned Health Professionals of New York et Physicians for Social Responsibility.

L'exploitation du pétrole et du gaz de schiste exige le recours à la fracturation hydraulique, technique d'extraction très nocive pour l'environnement et la santé, et pour cette raison interdite en France depuis 2011. Il s'agit d'injecter à haute pression dans le sous-sol de l'eau, du sable et des produits chimiques, pour récupérer les hydrocarbures enfermés dans les roches profondes. Dans les régions où les puits sont omniprésents, installés parfois à l'intérieur même des villes, ils exercent des ravages sur les populations et écosystèmes locaux.

Pollution de l'eau

Ce processus requiert d'abord d'énormes quantités d'eau, 7 à 20 millions de litres par puits – un sacrifice démesuré dans les États où cette ressource manque. Ensuite, la fracturation hydraulique à grande échelle telle qu'elle est pratiquée aux États-Unis est un facteur de pollution massive de l'eau et de l'air. La nature des tonnes de produits toxiques relâchés chaque année n'est même pas totalement connue, puisque la loi américaine autorise les entreprises à garder certains composants secrets⁵². Parmi les produits identifiés, 14 sont des cancérigènes connus ou potentiels, et beaucoup sont la cause de troubles du développement et de la fertilité⁵³. Cette eau est en outre polluée par des métaux lourds et éléments radioactifs qui existent naturellement dans le schiste. Entre les inévitables fuites et le fait que l'industrie n'a aucune idée de la façon de gérer les volumes exponentiels de liquides contaminés qu'elle produit⁵⁴, **ce cocktail explosif fait son chemin jusqu'aux nappes phréatiques et dans l'eau consommée par les populations proches des puits⁵⁵.**

Pollution de l'air

Les dizaines de milliers de puits d'extraction de pétrole et de gaz concentrés dans les grands bassins de schiste laissent s'échapper de denses nuages de polluants atmosphériques. L'exposition à ce *smog* peut provoquer des effets irréversibles sur les poumons et augmente le risque de mort prématurée⁵⁶. En particulier, des taux dangereusement élevés d'ozone, polluant connu pour sa toxicité pour l'être humain, ont été enregistrés autour de certains sites de fracturation hydraulique⁵⁷. Ces émis-

sions ne s'arrêtent pas au puits: en aval, les terminaux de GNL qui exportent le gaz de schiste deviennent des sources de pollutions et de préoccupations majeures pour les communautés environnantes. Par ailleurs, les fuites de méthane massives et constantes mises en évidence autour des infrastructures pétrolières et gazières du puits jusqu'au terminal sont un fléau supplémentaire pour la santé autant que pour le climat⁵⁸.

Mise en danger de la sécurité des communautés et des travailleurs

Les infrastructures pétrolières et gazières qui quadrillent le territoire sont l'origine de fuites et d'explosions quasi routinières, qui menacent la vie des personnes vivant à proximité et des ouvriers travaillant sur ces installations. Ces explosions peuvent être extrêmement violentes : la plus grosse fuite de méthane jamais enregistrée dans le monde l'a été aux États-Unis, lors d'un accident sur un site de fracturation hydraulique en Ohio en 2018⁵⁹. Le développement de la production de pétrole et de gaz de schiste s'est également accompagné d'une très nette augmentation de l'activité sismique aux États-Unis. Dans les régions où cette industrie est la plus concentrée, le nombre moyen de séismes de magnitude supérieure à 3 par an est passé de 36 avant 2009 à 362 depuis cette date⁶⁰. Si ces séismes sont le plus souvent relativement petits, nombre d'entre eux ont néanmoins causé d'importants dégâts matériels.

Une revue de la littérature récemment menée par deux groupes de scientifiques américains conclut que plus de 90% des études publiées entre 2016 et 2018 sur les conséquences sanitaires de la fracturation hydraulique associent celle-ci à des impacts négatifs confirmés ou potentiels⁶¹. Ce consensus scientifique met fin à des années d'opacité et de mensonges de l'industrie. Ces risques sont au cœur de la mobilisation de communautés qui partout aux États-Unis et au Canada s'opposent à la construction des puits, pipelines et terminaux méthaniens. **Le gouvernement et les acteurs financiers français doivent cesser de faire de la protection de la santé un principe à géométrie variable et mettre fin à leur soutien aux hydrocarbures de schiste.**

UNE INDUSTRIE EN CRISE BIEN AVANT LE CORONAVIRUS

Les entreprises nord-américaines spécialisées dans le schiste ont investi au cours de ces dix dernières années

189

milliards de dollars de plus qu'elles n'en ont généré en vendant du pétrole et du gaz

0

fois les entreprises spécialisées dans la production de pétrole et de gaz de schiste ont fini l'année avec un flux de trésorerie net positif

408

entreprises de l'industrie du schiste ont fait faillite entre 2015 et 2019

Une industrie en incapacité chronique de générer des bénéfices

On pourrait croire que la croissance de la production d'un secteur va de pair avec sa bonne santé économique et financière. L'industrie du schiste en est la preuve du contraire. Cela s'explique tout d'abord par des raisons techniques : alors que la productivité des puits de schiste décline beaucoup plus rapidement que pour les pétrole et gaz conventionnels, maintenir une production élevée voire croissante nécessite des entreprises qu'elles investissent constamment dans de nouveaux forages. Elles doivent donc pouvoir compter sur des cours du pétrole élevé pour rentrer dans leurs frais. À l'inverse, le secteur pétrolier et gazier nord-américain a depuis des années fait le choix de la surproduction, exerçant une pression à la baisse sur les prix du pétrole au niveau international, et mettant en péril son propre équilibre financier en même temps que l'avenir de la planète.

Au cours de la dernière décennie, les entreprises du secteur ont donc réussi à produire toujours plus de pétrole et de gaz de schiste, mais à perte. Une étude de l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis* (IEEFA) de mars 2020⁶² révèle ainsi que 34 entreprises nord-américaines spécialisées dans la production de pétrole et de gaz de schiste ont dépensé, entre 2010 et 2019, 189 milliards de dollars de plus qu'elles n'en ont généré en vendant du pétrole et du gaz. Au total, ce groupe d'entreprises a chaque année fait sortir plus d'argent qu'il n'en a fait rentrer grâce à ses activités – avec des *free cash flows* ou flux de trésorerie nets négatifs –, démontrant une mauvaise santé financière chronique. C'est notamment le cas de **Chesapeake Energy Corporation**⁶³, un pionnier de l'industrie du schiste sur le point de se déclarer en faillite⁶⁴, et qu'on retrouve pourtant dans le portefeuille de financements de Crédit Agricole et le portefeuille d'investissements de BPCE.

Une industrie déjà surendettée et rongée par les faillites

Afin de se maintenir à flot et d'investir dans de nouveaux puits, nombre de producteurs de pétrole et de gaz de schiste sont entrés dans des cercles vicieux d'endettement, contractant de nouveaux prêts auprès de banques ou émettant des obligations sur les marchés pour financer leurs activités et rembourser leurs créanciers antérieurs. Fin 2019, la dette cumulée à long terme des entreprises spécialisées dans l'industrie du schiste s'élevaient ainsi à 106 milliards de dollars⁶⁵. Si certaines d'entre elles ont tenu le choc grâce à la perfusion de capitaux accordés par leurs banquiers, d'autres, incapables de rembourser leurs dettes, ont fini par mettre la clé sous la porte. **Entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} avril 2020, 215 entreprises d'exploration et de production de pétrole et de gaz de schiste ont fait faillite, dont 42 rien qu'en 2019, et déjà 7 au cours du premier trimestre 2020**⁶⁶. Les entreprises actives en aval – dans le transport, la transformation et le stockage du pétrole et du gaz – et les entreprises parapétrolières de l'industrie du schiste ne sont pas épargnées par cette pression financière : 193 d'entre elles ont également fait faillite depuis 2015⁶⁷. **Cela fait donc déjà bien longtemps que banques et investisseurs versent de l'argent dans ces puits, au risque de ne jamais le voir remonter à la surface.**

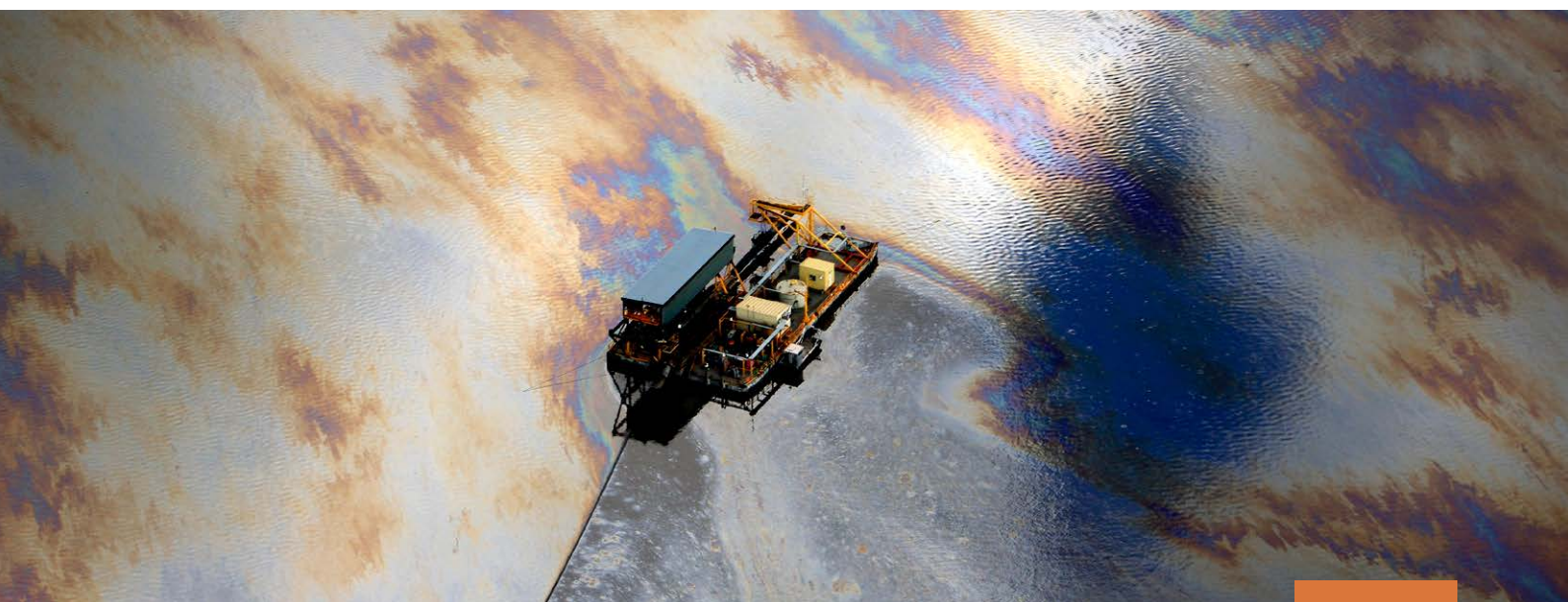
Krach au Texas

C'est avec tous les indicateurs au rouge que l'industrie du schiste est entrée dans la tempête du coronavirus, et le choc n'en a été que plus violent pour les entreprises du secteur. En mars 2020, alors que le prix du pétrole américain⁶⁸ passait sous la barre de 25 dollars le baril, les producteurs de pétrole et de gaz des principaux bassins extractifs des États-Unis affirmaient en moyenne

avoir besoin d'un prix du pétrole WTI entre 46 et 52 dollars pour forer un nouveau puits de manière rentable⁶⁹. Un mois plus tard, faute d'acheteur, la valeur du baril de pétrole WTI pour livraison en mai subissait un revers historique, passant temporairement sous la barre de zéro et atteignant le prix négatif record de -37 dollars – une situation que n'a pas connue le pétrole *brent* qui fait référence au niveau international.

Les entreprises de l'industrie du schiste ont dans le même temps vu dégringoler le cours de leurs actions. La crise pourrait même être fatale pour nombre d'entre

elles. Le 1^{er} avril, Whiting Petroleum a été le premier producteur de pétrole et de gaz de schiste à se déclarer en faillite⁷⁰. À moyen terme, les analystes évaluent que si le pétrole se maintenait à des prix bas, entre 10 et 30 dollars le baril, entre 243 et 1 167 entreprises du secteur pourraient faire faillite d'ici 2021 aux États-Unis⁷¹. **Mais alors que la très forte volatilité des prix maintient l'incertitude, la crise du coronavirus révèle au grand jour le pari hautement risqué fait depuis des années par les banques et les investisseurs français en soutenant l'industrie du schiste, et pourrait les mettre face à d'importantes pertes financières et dettes impayées.**



Le pari catastrophique de Société Générale sur un géant du schiste

En 2019, Société Générale a soutenu la fusion de deux poids lourds de l'industrie du schiste : le rachat de l'entreprise américaine Anadarko par sa compatriote et concurrente Occidental Petroleum. Par cette opération de 38 milliards de dollars, Occidental a mis la main sur d'immenses réserves, notamment dans le Bassin permien, et a été propulsée au rang de premier producteur de pétrole et de gaz de schiste des États-Unis – en termes de production actuelle et prévue d'ici 2050⁷². Elle affirme ainsi sa stratégie d'entreprise : développer ses activités dans le secteur pour profiter au maximum du boom du schiste.

À travers cette transaction, elle s'est cependant endettée à hauteur de 40 milliards de dollars⁷³. Parmi ses

généreux créanciers, on retrouve Société Générale, qui a financé cette acquisition à hauteur de 2,1 milliards de dollars – selon les tableaux de prêts syndiqués de Bloomberg Finance⁷⁴. En 2019 déjà, des voix s'étaient élevées pour dénoncer un prix de rachat surévalué⁷⁵. Cette dette colossale a été depuis complètement dévaluée par les agences de notation, laissant planer le risque que Société Générale ne soit jamais remboursée⁷⁶. La capitalisation boursière totale du nouveau géant de l'industrie du schiste a atteint fin avril 12,5 milliards de dollars, ce qui ne représente même pas un tiers de la valeur d'achat d'Anadarko il y a quelques mois. **Dans la série des mauvais choix des banques françaises, Société Générale s'est majestueusement illustrée à travers cette transaction : pari à haut risque perdu mais surtout *hold up* climatique qui ne doit plus avoir sa place dans les activités des banques françaises.**

PARTIE IV

ZOOM SUR LE BASSIN PERMIEN

À cheval sur le Texas et le Nouveau-Mexique, le Bassin permien est la première source d'hydrocarbures des États-Unis. On y pratique la fracturation hydraulique à grande échelle, concentrant des dizaines de milliers de puits sur un territoire équivalent à un tiers de la France. Le Bassin permien est déjà la scène de l'un des plus grands désastres environnementaux du XXI^e siècle, mais également une véritable bombe climatique à retardement: il présente le plus important potentiel d'expansion pétrolière et gazière au monde. **Extraire et brûler le pétrole et le gaz qu'il est prévu de produire d'ici 2050 dans le Bassin permien pourrait générer 55 milliards de tonnes de CO₂, épuisant à lui seul 10% du budget carbone mondial disponible pour limiter le changement climatique à + 1,5 °C⁷⁷.**

Le Bassin permien est en outre identifié comme une des principales sources d'émissions de méthane de la planète. Une étude menée par des chercheurs de l'Université d'Harvard et publiée en avril 2020 donne enfin un chiffre derrière ces fuites: 3,7% de la production de gaz s'échapperait dans l'atmosphère au-dessus du Bassin permien, soit assez pour alimenter 7 millions de foyers⁷⁸. À un taux si élevé, **brûler du pétrole et du gaz en provenance du Bassin permien est plus dévastateur encore pour le climat que de brûler du charbon⁷⁹.**

L'expansion de ce bassin est aujourd'hui conditionnée par la construction de nouvelles infrastructures capables de transporter cette quantité diluvienne d'énergies fossiles hors des zones d'extraction et des États-Unis. **La clé est la mise en oeuvre de nouveaux projets d'oléoducs, de gazoducs et de terminaux, auxquels certaines banques françaises sont toutes disposées à apporter leur soutien.**

Trois terminaux de GNL menacent la vallée du Rio Grande

Soutien au terminal Rio Grande:



Société Générale

S'est engagée à **ne pas soutenir** Rio Grande LNG, Annova LNG & Texas LNG:



BNP Paribas



Crédit Agricole



Crédit Mutuel

Depuis 2017, Société Générale conseille l'entreprise NextDecade pour le développement d'un nouveau terminal d'exportation de gaz de schiste, Rio Grande LNG, de 20 milliards de dollars prévu au sud du Texas⁸⁰. Il est le plus imposant des trois projets de GNL envisagés dans le delta du fleuve Rio Grande, qui contribueraient à émettre autant de gaz à effet de serre que 61 centrales à charbon, sacrifieraient un écosystème naturel unique et protégé, le mode de vie et la santé des habitants, et le patrimoine de la Première Nation Esto'k Gna⁸¹. Il rencontre à ce titre une opposition locale ferme, et fait l'objet de plusieurs poursuites en justice de la part des communautés⁸². Rio Grande LNG est par ailleurs identifié comme une infrastructure cruciale pour l'expansion du Bassin permien et est à ce titre publiquement

soutenu par l'administration Trump. Malgré l'abondance de preuves de ses impacts sévères et irréversibles, déjà reconnues par trois banques françaises qui se sont engagées à ne pas le soutenir, Société Générale nie cette catastrophe annoncée. **Alors que la décision finale d'investissement pour Rio Grande LNG est à ce jour maintenue pour 2020, la banque doit immédiatement se retirer du rôle clé qu'elle joue dans ce projet.**

Une nouvelle autoroute du gaz de schiste contamine l'eau

A financé le projet Permian Highway Pipeline :



Société Générale



Crédit Agricole

En novembre 2019, Société Générale et Crédit Agricole ont chacune accordé 52 millions de dollars au projet Permian Highway Pipeline porté par l'entreprise Kinder Morgan, un gazoduc de près de 700 km reliant le Bassin permien aux terminaux d'exportation sur la côte du Golfe du Mexique, sillonnant de part en part le Texas. Cette «autoroute du Bassin permien» soulève pourtant de fortes inquiétudes et un mouvement d'opposition des citoyens et des administrations des territoires qu'elle traverse. C'est en premier lieu le cas dans le Hill Country, région du centre du Texas dont les sous-sols contiennent des réservoirs d'eau vitaux pour tous ses habitants, directement menacés par la construction d'un tel gazoduc⁸³. Les derniers mois ont ainsi été marqués par des batailles devant les tribunaux opposant les villes et les comtés à Kinder Morgan⁸⁴. Malgré ce danger et en pleine crise du coronavirus, l'entreprise a mis ses ouvriers au travail sur les chantiers de construction de la région, et a malheureusement rapidement donné raison à ses détracteurs. Le 28 mars 2020, un forage a ainsi pénétré dans l'un de ces réservoirs, contaminant l'eau potable des puits et foyers environnants⁸⁵. **Alors que ces risques sanitaires et environnementaux sont devenus des réalités, il est de la responsabilité de Société Générale et de Crédit Agricole, comme des autres banques du consortium de financeurs, d'en exiger l'arrêt immédiat et de revenir sur leurs décisions de prêt.**

PARTIE V

DES DÉCISIONS INCOHÉRENTES CHEZ LES ACTEURS PUBLICS COMME PRIVÉS



DES RISQUES TOTALEMENT IGNORÉS PAR LES BANQUES ET INVESTISSEURS

L'Accord de Paris pointait en 2015 l'importance de « rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire vers de faibles émissions de gaz à effet de serre ». Aligner les services financiers avec une trajectoire 1,5°C impliquerait de prévenir tout service financier au développement de nouveaux projets d'énergies fossiles et de conditionner les autres à l'adoption par les entreprises de plan de fermetures des infrastructures existantes.

Depuis 2015 et la COP21 un nombre croissant de banques, d'assureurs et d'investisseurs ont pris des engagements en matière de désinvestissement des

énergies fossiles. Mais la majeure partie de ces mesures porte toujours exclusivement sur le secteur du charbon, et rares sont celles qui s'étendent au secteur gazier et pétrolier. La plupart des banques et certains assureurs et investisseurs, au rang desquels on trouve AXA, Groupama et Scor, ont pris quelques engagements sur les forages en Arctique ou les sables bitumineux. **Malgré les multiples et lourds risques dont il est à l'origine, le secteur du gaz et du pétrole de schiste reste préservé des politiques d'exclusion et bénéficie toujours des services financiers des banques, assureurs et investisseurs français.**

Nombre d'acteurs financiers ayant exclu tous services financiers :



Seuls deux acteurs financiers français importants se sont dotés de politiques d'exclusion du gaz et du pétrole de schiste, BNP Paribas et Crédit Mutuel. Ce dernier a annoncé en février 2020 sa décision de mettre un terme à ses soutiens dédiés aux projets d'exploration, de production, de transport et de transformation de pétrole et gaz de schiste. Il s'est en outre dit prêt à « exclure de tout financement les entreprises qui n'ont pas de plan public et crédible et comportant des échéances précises de sortie des hydrocarbures non-conventionnels »⁸⁶, un engagement dont la traduction dans une politique claire et ambitieuse est encore attendue.

Des données financières jettent le doute sur l'application par BNP Paribas de sa politique

En octobre 2017⁸⁷, BNP Paribas a adopté une politique encadrant ses soutiens aux gaz et pétroles non-conventionnels. Cette politique exclut les services financiers aux projets d'exploration et de production de pétrole

et gaz de schiste, de pipelines transportant un volume important de ces pétrole ou gaz, ainsi qu'aux terminaux d'exportation de GNL alimentés par un volume important de gaz non-conventionnel. Concernant les services aux entreprises, la politique de BNP Paribas stipule que seront désormais exclues celles qui tirent une certaine part de leurs réserves ou de leurs revenus des pétrole et gaz non-conventionnels. Si la politique ne précise pas les seuils exacts, la banque les indiquait en 2017 aux Amis de la Terre France dans un document d'explication de leur politique: hormis les sociétés uniquement actives dans le transport et pour qui un seuil de 50% est retenu, c'est celui de 30% qui est suivi pour les autres entreprises.

Pourtant, de nouvelles données financières jettent le doute sur l'application par BNP Paribas de sa propre politique. En 2018, après l'entrée en application de sa politique, BNP Paribas a par exemple émis 12 millions de nouvelles obligations pour le compte d'Occidental Petroleum, une entreprise dont plus de 30% des

réserves reposaient déjà sur les pétrole et gaz de schiste. Par ailleurs, elle a continué en 2018 et 2019 de financer Phillips 66, une entreprise basée au Texas et spécialisée dans le transport et la transformation du pétrole et du gaz de schiste. BNP Paribas a même accordé en 2019 de nouveaux financements à la filiale du groupe Phillips 66 Partners dont la seule activité est de développer et d'opérer des infrastructures pétrolières et gazières liées aux bassins de schiste aux États-Unis⁸⁸.

Côté investissements, une recherche financière effectuée par le cabinet néerlandais Profundo a révélé que BNP

Paribas investit toujours dans une dizaine d'entreprises dépassant largement ces seuils. Parmi elles Occidental Petroleum (44 millions de dollars d'investissement), EOG Resources (32 millions de dollars) ou Callon Petroleum (20 millions de dollars) qui détiennent pourtant 68%, 98% et 100% de leurs réserves dans les gaz et pétrole de schiste. **Contacté par les Amis de la Terre France et Reclaim Finance, BNP Paribas Asset Management s'est expliqué en indiquant qu'il prévoyait d'appliquer la politique sectorielle au cours de l'année 2020, deux ans et demi après son adoption par le groupe.**



Des politiques qui évitent soigneusement les majors

Les acteurs financiers ont adopté des politiques d'exclusion de certaines énergies fossiles. **Cependant, rares sont les investisseurs et banques prêts à prendre des mesures concrètes sur les majors pétrolières et gazières.** Très diversifiées, ces entreprises restent à l'abri des politiques adoptées par les banques françaises sur les secteurs du charbon, des sables bitumineux et pour les forages en Arctique.

L'exemple de la politique de BNP Paribas sur les gaz et pétrole de schiste ne fait pas exception. En mars 2020, BNP Paribas détenait 1 160 millions de dollars en investissements dans les 75 entreprises listées prévoyant la plus forte production de gaz et pétrole de schiste d'ici 2050. 55% de ces investissements se font dans les cinq supermajors ExxonMobil, Chevron, Shell, Conoco-Phillips et BP. Cela monte à 68% en ajoutant Equinor et Repsol. Ces quelques chiffres révèlent la profonde limite de l'unique politique pour l'instant adoptée par un acteur financier français sur les services aux entreprises actives dans le secteur du gaz et du pétrole de schiste: elle ne couvre pas les majors pétrolières et gazières ni les autres entreprises très diversifiées.

Celles-ci comptent pourtant pour une partie significative de la production actuelle et des prévisions de déve-

veloppement dans le secteur (plus de 17%). Leur poids pourrait augmenter en cas de rachat ou faillite des plus petits acteurs moins à même de résister à l'effondrement des prix du pétrole. Que les majors pétrolières et gazières passent entre les mailles du filet est un énorme problème: 50% de la production supplémentaire d'hydrocarbures à partir des projets prévus entre 2020 et 2024 viendra de 25 entreprises uniquement⁸⁹. Parmi elles de nombreuses majors. D'après Carbon Tracker Initiative, toutes les majors pétrolières ont engagé des nouveaux projets incompatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris⁹⁰. Shell, Chevron, ExxonMobil, BP détiennent plus de 50% de leurs plans de développement d'ici 2024 dans les gaz et pétrole de schiste.

Les majors pétrolières et gazières sont capables de faire échouer à elles seules l'Accord de Paris. **Cela ne laisse aucun choix: les acteurs financiers doivent suspendre tous services financiers aux majors tant qu'elles n'arrêtent pas de développer de nouveaux projets dans les énergies fossiles.** Les acteurs financiers doivent aussi faire valoir leur droit d'actionnaire ou de partie prenante financière et les forcer à adopter des objectifs de réduction absolue de leurs émissions des gaz à effet de serre sur toutes leurs activités – scope 1 à 3 – de manière à limiter le réchauffement à 1,5°C.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES ET L'ÉTAT ACTIONNAIRE DOS AU MUR

Plusieurs entreprises françaises sont actives dans l'industrie des pétrole et gaz de schiste en Amérique du Nord. La filiale de **Vinci, Spie Capag**, est par exemple en charge de la construction du gazoduc Coastal GasLink⁹¹. Ce projet fait l'objet d'une forte résistance au Canada et notamment du Peuple autochtone Wet'suwet'en, allant jusqu'au blocage des chemins de fer, paralysant l'économie de tout le pays en février⁹². Le pipeline, d'un coût de 6,2 milliards de dollars canadiens, transporterait du gaz de schiste de Colombie-Britannique sur près de 670 kilomètres jusqu'à la côte Pacifique⁹³, où doit être construit le terminal d'exportation gazier LNG Canada⁹⁴. Dans le secteur du BTP, on retrouve aussi **Lafarge**, qui fabrique des ciments spéciaux pour les puits de forage nord-américains, pour les gisements conventionnels et pour la fracturation hydraulique, ou encore **Saint-Gobain**, qui fournit des matériaux de fracturation.

Les parapétroliers français ne sont pas en reste. **Schlumberger** est l'un des principaux fournisseurs de matériaux de pompes et de produits chimiques utilisés pour la fracturation hydraulique. Deux autres entreprises, dont l'État est actionnaire via Bpifrance, sont très impliquées dans le secteur : **Vallourec**, qui construit des pipelines, et **CGG**, un spécialiste de la géophysique. Déjà en difficulté financière avant la crise, elles sont très touchées par la chute des cours du pétrole. Vallourec reconnaissait fin mars que la crise devrait avoir « des conséquences sur les activités du groupe, et plus particulièrement en Amérique du Nord, où de nombreux opérateurs du pétrole et gaz non-conventionnels annoncent leur volonté de réduire for-

tement leurs plans de forage »⁹⁵. Le 6 avril, le jour de son assemblée générale, le groupe annonçait un plan de suppression de 900 postes, soit le tiers de ses effectifs aux États-Unis⁹⁶. Le même jour, ses actionnaires donnaient leur feu vert à une recapitalisation de 800 millions d'euros, qui sera réalisée quand les cours boursiers se seront stabilisés. Parmi eux : l'État français donc, qui s'est dit prêt à participer à cette opération, sans condition sur les plans social et environnemental⁹⁷.

Pourtant, continuer dans cette voie, sans changement profond de modèle économique pour ce secteur, serait rendre les travailleurs encore plus vulnérables aux prochaines crises. La déstabilisation du marché des hydrocarbures est l'opportunité d'accélérer cette transition de toute façon nécessaire face à l'urgence climatique. **L'État actionnaire doit renouer avec son rôle d'État protecteur et stratège** : conditionner ses aides au secteur pétrolier et parapétrolier à l'adoption par les entreprises de stratégies de diversification de leurs activités, pour sortir des énergies fossiles et assurer une transition juste aux salariés.

Enfin, **Total** a réalisé dans le secteur du schiste américain d'importants investissements ces dernières années. En rachetant les activités GNL amont d'Engie en 2018, elle a acquis des parts dans le terminal d'exportation Cameron LNG en Louisiane⁹⁸. Total détient aussi près de 20% de Tellurian, à l'origine du projet de terminal Driftwood LNG⁹⁹. La major est par ailleurs active dans la production à travers son partenariat avec Chesapeake¹⁰⁰ – en faillite, voir page 18 – au Texas.

Des politiques françaises à géométrie variable sur les pétroles et gaz de schiste

En 2011, la France bannissait la fracturation hydraulique, reconnaissant ses conséquences sur l'environnement et la santé. Cette interdiction de fait de l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste a été entérinée dans la loi Hulot en 2017. Mais sa production est impossible en France, ce n'est pas le cas de sa consommation. Bien que la perspective de l'arrivée sur le sol français de cargaisons de gaz de schiste américain ait suscité en 2016 une réaction d'opposition de Ségolène Royal alors ministre de l'Environnement¹⁰¹, rien n'a concrètement été fait pour les empêcher d'accoster. La France importe ainsi depuis l'automne 2018 du GNL des États-Unis¹⁰² et en a même été en 2019 le 2^e plus gros importateur d'Europe¹⁰³. La loi Hulot prévoyait au moins

que le gouvernement remette au Parlement en 2018 un rapport d'évaluation des impacts environnementaux des pétrole et gaz consommés en France¹⁰⁴, impératif qui n'a jamais été respecté puisque ce rapport est toujours attendu. Le gouvernement français n'a pas ailleurs jamais haussé le ton au niveau européen pour que la Commission mette fin aux subventions aux infrastructures d'importation de gaz de schiste américain¹⁰⁵. On observe la même schizophrénie en ce qui concerne les aides d'État et les soutiens financiers privés à l'industrie du schiste. Le gouvernement a acté en novembre 2019 la fin des garanties à l'export aux hydrocarbures non-conventionnels¹⁰⁶, mais envisage de recapitaliser sans condition des entreprises françaises actives dans ce secteur. Il en va de même pour les financements et investissements massifs des banques, assureurs et gestionnaires d'actifs français, que le gouvernement refuse à ce jour d'encadrer.

CONCLUSIONS ET DEMANDES

Si le jour d'après ressemble au jour d'avant, l'année 2020 ne sera alors qu'un répit, une année blanche, et non le début de la baisse soutenue et continue des émissions de gaz à effet de serre nécessaire pour éviter les conséquences les plus dramatiques des dérèglements climatiques. Quel que soit le futur, deux paramètres resteront inchangés : le pétrole et le gaz de schiste sont structurellement sous-performants financièrement, mais surtout aucune expansion du secteur n'est compatible avec le budget carbone disponible pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris.

La crise du coronavirus et le contre-choc pétrolier ont mis en lumière les défaillances déjà bien réelles de l'industrie du pétrole et du gaz de schiste, qui par une croissance sauvage nourrit sa propre vulnérabilité et celle de la planète entière. La finance française fait depuis des années le pari à hauts risques de financer et d'investir dans le boom du pétrole et du gaz de schiste. Société Générale, Crédit Agricole, Banque Populaire Caisse d'Épargne, BNP Paribas, AXA, Rothschild & Co... À des degrés variables, tous jouent ce jeu dangereux et ont dans leur portefeuille des entreprises dont la valeur a chuté au cours des dernières semaines avec celle du pétrole américain. La détermination de ces banques et investisseurs à soutenir massivement et en dépit des risques le pétrole et le gaz de schiste, démontre le besoin de réglementation, pour ne pas inciter mais bien forcer les acteurs financiers à cesser ces activités incompatibles avec l'Accord de Paris sur le climat.

Le gouvernement a appelé l'ensemble des institutions financières privées de la Place de Paris à publier cette année des stratégies de sortie du charbon¹⁰⁷. Au vu de l'urgence climatique et dans un contexte de crise sans précédent, il ne peut se satisfaire de ce petit pas. Il doit au contraire tirer les leçons de cette crise pour éviter de nous pousser vers la prochaine, en mettant les multinationales françaises de la finance comme des énergies fossiles au pas d'une transition juste et capable de limiter le réchauffement global à + 1,5°C. **Les Amis de la Terre France et Reclaim Finance appellent le gouvernement à adopter une politique cohérente et de zéro tolérance vis-à-vis du pétrole et du gaz de schiste, appliquée à la finance publique comme privée.**

Le jour d'après, zéro capitaux publics et privés français aux pétrole et gaz de schiste

Le gouvernement doit garantir que les banques, assureurs et investisseurs français :

- › mettent un terme à tout soutien financier dédié à de nouveaux projets d'exploration, d'exploitation, de transport, d'exportation, d'importation et de transformation de production d'électricité, liés au pétrole et au gaz de schiste ;
- › mettent un terme à tout soutien financier¹⁰⁸ aux entreprises qui prévoient de se développer dans le pétrole et le gaz de schiste, sur l'ensemble de la chaîne de valeur ;
- › mettent un terme à tout soutien financier aux entreprises très actives dans le pétrole et le gaz de schiste, sur l'ensemble de la chaîne de valeur ;
- › mettent en oeuvre un plan de sortie du pétrole et du gaz de schiste crédible, détaillé et aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris, passant par :

- la réduction progressive de leur exposition au secteur jusqu'à une exposition 0 ;
- le conditionnement de tout soutien financier aux entreprises à un plan de sortie du pétrole et du gaz de schiste crédible, détaillé et aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris.

Le gouvernement doit :

- › conditionner toute aide publique aux entreprises touchées par la crise du coronavirus à un plan crédible, détaillé et aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris, de transformation de leurs activités et de sortie des énergies fossiles ;
- › obliger les entreprises dont il est actionnaire à sortir du secteur des hydrocarbures de schiste et construire une stratégie de transition juste pour qu'elles arrêtent totalement leurs activités dans les énergies fossiles.

NOTES

- 1 Prix du baril, cours officiel du pétrole.
- 2 Reuters, 2020. [Graphic: Oil majors cut 2020 spending by 22% after prices slump](#)
- 3 FT, 2020. [Oil majors raise \\$32bn of debt to weather crisis](#)
- 4 White House, 2019. [President Donald J. Trump Is Unleashing American Energy Dominance](#)
- 5 GGON, 2019. [Oil, Gas and the Climate](#)
- 6 Le budget carbone désigne la quantité cumulée d'émissions de CO₂ qu'il est autorisé d'émettre sur une période donnée pour rester dans un certain seuil de température. Selon les estimations de début 2019, la quantité de CO₂ totale dans l'atmosphère doit être inférieure à 540 Gt pour avoir seulement 50% de chances de maintenir le réchauffement planétaire en dessous de 1,5°C. En comparaison, en se basant sur les données de Rystad Energy d'avant la crise du coronavirus, les nouveaux projets d'extraction de pétrole et de gaz aux États-Unis et au Canada pourraient générer 145 Gt de CO₂ d'ici 2050, sans compter l'impact climatique de méthane. Ibid.
- 7 IEEFA, 2020. [Shale Producers Spilled \\$2.1 Billion in Red Ink Last Year](#)
- 8 Le brut WTI (West Texas Intermediate) est passé le 20 avril 2020 sous la barre de 0 dollar le baril et a chuté jusqu'à -37 dollars.
- 9 Michel Lepetit, 2020. Sur LinkedIn
- 10 Oil Change International, 2020. [The Case for Public Ownership of the Fossil Fuel Industry](#)
- 11 Reuters, 2020. [Exclusive: U.S. banks prepare to seize energy assets as shale boom goes bust](#)
- 12 Gouvernement du Canada, 2020. [Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 : nouveau soutien pour protéger les emplois canadiens](#)
- 13 Ministère de l'Économie et des Finances, 2019. [Communiqué de presse : Une nouvelle étape pour verdir le système financier](#)
- 14 Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al., 2020. [Banking On Climate Change](#)
- 15 Central Penn Gas Pipeline, Utopia Pipeline, Agua Dulce Pipeline, Midship Pipeline, Nueva Era Pipeline, Permian Highway Pipeline.
- 16 Société Générale. [Chenièrre Energy, un acteur-clé de l'industrie du GNL](#)
- 17 Les 100 plus gros acteurs cotés du secteur, en fonction de leurs réserves sous production et de la production prévue entre 2019 et 2050 à partir de projets approuvés sur la période 2016-2030.
- 18 Reuters, 2020. [Exclusive: Shale gas pioneer Chesapeake Energy taps restructuring advisers](#)
- 19 Les Amis de la Terre, 2017. [Trump, Dakota Access Pipeline et les banques françaises](#)
- 20 Ce chiffre est issu de la recherche financière menée dans le cadre du rapport *Banking On Climate Change* de mars 2020, qui répartit la valeur totale d'une transaction entre les lead banks référencées dans la base de données Bloomberg Finance L.P. Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al., 2020. [Banking On Climate Change](#)
- 21 U.S. Securities and Exchange Commission, 2019. [En ligne](#)
- 22 Sightline Institute, 2018. [How Enbridge's Bankers Fund Tar Sands Pipeline](#)
- 23 Crédit Agricole, 2019. [Oléoduc Keystone](#)
- 24 Oil Change International, 2016. [Sky's Limit](#)
- 25 GIEC, 2018. [Réchauffement planétaire de 1,5 °C](#)
- 26 Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al., 2020. [Banking On Climate Change](#)
- 27 The production gap, PNUE, novembre 2019
- 28 GIEC, 2018. [Réchauffement planétaire de 1,5 °C](#)
- 29 Agence internationale de l'énergie, 2018. [World Energy Outlook 2018](#)
- 30 OCI, 2019. [Drilling Towards Disaster](#)
- 31 GGON, 2019. [Oil, Gas and the Climate](#)
- 32 Le budget carbone désigne la quantité cumulée d'émissions de CO₂ qu'il est autorisé d'émettre sur une période donnée pour rester dans un certain seuil de température. Selon les estimations de début 2019, la quantité de CO₂ totale dans l'atmosphère doit être inférieure à 540 Gt pour avoir seulement 50% de chances de maintenir le réchauffement planétaire en dessous de 1,5°C. En comparaison, en se basant sur les données de Rystad Energy d'avant la crise du coronavirus, les nouveaux projets d'extraction de pétrole et de gaz aux États-Unis et au Canada pourraient générer 145 Gt de CO₂ d'ici 2050. Ibid.
- 33 OCI, 2019. [Drilling Towards Disaster](#)
- 34 Friends of the Earth Europe, 2017. [Can the Climate Afford Europe Addiction to Gas](#)
- 35 Bloomberg, 2020. [Gas Exports Have A Carbon Footprint Rivaling Coal's](#). L'analyse de Bloomberg sur l'impact des nouvelles installations d'exportation n'inclut pas les émissions provenant de la combustion du gaz, ni de son transport par pipeline ou par bateau. Les émissions de CO₂ par centrale à charbon ont été calculées en divisant la production d'équivalent CO₂ de l'ensemble des centrales à charbon américaines par le nombre de centrales en opération en 2018. Cela équivaut à 3,25 millions de tonnes de CO₂eq par centrale.
- 36 FERC, 2020. [LNG Proposed Export Projects ; LNG Approved Export Projects](#)
- 37 Natural Resources Canada, 2020. [Canadian Energy Projects](#)
- 38 NYT, 2019. [Texas Methane Super Emitters](#)
- 39 OCI, 2020. [New Permian Methane Leakage Study Confirms What We Already Knew](#)
- 40 Science, 2020. [Assessment of methane emissions from the U.S. oil and gas supply chain](#)
- 41 National Oceanic and Atmospheric Administration, 2020. [Trends in Atmospheric Methane](#)
- 42 Howarth, 2019. [Ideas and perspectives: is shale gas a major driver of recent increase in global atmospheric methane?](#)
- 43 GIEC, 2013. [Fifth Assessment Report](#)
- 44 OCI, 2020. [New Permian Methane Leakage Study Confirms What We Already Knew](#)
- 45 Société Générale, 2018. [Lettre ouverte à ceux qui se mobilisent pour le climat](#)
- 46 White House, 2019. [President Donald J. Trump Is Unleashing American Energy Dominance](#)
- 47 Croissance de 181% de l'importation de GNL des États-Unis en Europe, entre juillet 2018 et mars 2019. Commission européenne, 2019. [EU-U.S. Joint Statement: Liquefied Natural Gas \(LNG\) imports from the U.S. continue to rise, up by 181%](#)
- 48 US Department of Energy, 2020. [Remarks As Prepared by Secretary Brouillette G20 Extraordinary Energy Ministers Meeting](#)
- 49 Les Échos, 2020. [Coronavirus: mille milliards de dollars en moins pour les pétroliers](#)
- 50 Notamment Nova Scotia LNG, Lake Charles LNG, Port Arthur LNG et Goldboro LNG en Amérique du Nord. IEEFA, 2020. [Financial prospects falter for LNG projects](#)
- 51 Concerned Health Professionals of New York et Physicians for Social Responsibility, 2019. [Compendium of Scientific, Medical, and Media Findings Demonstrating Risks and Harms of Fracking](#)

- 52 Melanie McCormick (2016) *Conflicting theories at play : chemical disclosure and trade secrets in the new federal fracking regulation*, *Golden Gate University Environmental Law Journal*.
- 53 Food and Water Watch, 2019. [Fracking Wastewater: A Toxic and Radioactive Problem](#)
- 54 Ibid.
- 55 Greenpeace US, 2020. [Fracking's Environmental Impacts](#)
- 56 Physicians for Social Responsibility, 2018. [Hydraulic Fracturing and Your Health: Air Contamination](#)
- 57 Ibid.
- 58 NYT, 2019. [Texas Methane Super Emitters](#)
- 59 Euractiv, 2019. [Méthane, les émissions ignorées des accidents de puits](#)
- 60 Bloomberg, 2019. [What Human Made Earthquakes Mean For Fracking Quicktake](#)
- 61 Concerned Health Professionals of New York et Physicians for Social Responsibility, 2019. [Compendium of Scientific, Medical, and Media Findings Demonstrating Risks and Harms of Fracking](#)
- 62 IEEFA, 2020. [Shale Producers Spilled \\$2.1 Billion in Red Ink Last Year](#)
- 63 Morningstar, 2020. [Chesapeake](#)
- 64 Reuters, 2020. [Exclusive: Chesapeake Energy preparing bankruptcy filing](#)
- 65 IEEFA, 2020. [Shale Producers Spilled \\$2.1 Billion in Red Ink Last Year](#)
- 66 Haynes and Boone, 2020. [Oil Patch Bankruptcy Monitor](#)
- 67 163 parapétroliers & 30 entreprises midstream. Haynes and Boone, 2020. [Oilfield Services Bankruptcy Monitor ; Midstream Bankruptcy Monitor](#)
- 68 Cotation du pétrole WTI (West Texas Intermediate), soit le cours du pétrole aux États-Unis.
- 69 Dallas FED, 2020. [Energy Survey](#)
- 70 Reuters, 2020. [U.S. shale company Whiting becomes first major bankruptcy of oil-price crash](#)
- 71 CNN, 2020. [Oil prices turned negative. Hundreds of US oil companies could go bankrupt](#)
- 72 Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al., 2020. [Banking On Climate Change](#)
- 73 Reuters, 2020. [Moody's downgrades Occidental Petroleum's debt rating to 'junk'](#)
- 74 Ce chiffre est lui aussi issu de la recherche financière menée dans le cadre du rapport *Banking On Climate Change* de mars 2020, qui répartit la valeur totale d'une transaction entre les lead banks référencées dans la base de données Bloomberg Finance L.P. Rainforest Action Network, Reclaim Finance, et al., 2020. [Banking On Climate Change](#)
- 75 Les Échos, 2019. [Rachat d'Anadarko par Occidental : Carl Icahn furieux](#)
- 76 Reuters, 2020. [Moody's downgrades Occidental Petroleum's debt rating to 'junk'](#)
- 77 OCI, 2019. [Drilling Towards Disaster](#)
- 78 Bloomberg, 2020. [Permian Oil Fields Leak Enough Methane for 7 Million Homes](#)
- 79 OCI, 2020. [New Permian Methane Leakage Study Confirms What We Already Knew](#)
- 80 Les Amis de la Terre, 2018. [Société Générale, plein gaz sur les fossiles](#)
- 81 RAN, Les Amis de la Terre France, et al. 2019. [Rio Grande Valley](#)
- 82 Sierra Club, 2020. [Local Residents Sue Federal Energy Regulatory Commission for Approving Fracked Gas Facility](#)
- 83 KXAN, 2020. [Austin Area Water Sources Could Be Impacted By Kinder Morgan Pipeline City Says](#)
- 84 Kut, 2020. [Austin Joins Legal Fight Against Permian Highway Pipeline](#)
- 85 Hays Free Press, 2020. [PHP work halted as groups threaten legal action](#)
- 86 Crédit Mutuel, 2020. [Résultats 2019](#)
- 87 BNP Paribas, 2017. [Politique sectorielle pétrole et gaz non-conventionnels](#)
- 88 Phillips 66 Partners, 2020. [Operations](#)
- 89 GGON, 2019. [Oil, Gas and the Climate](#)
- 90 Carbon Tracked, 2019. [Breaking the Habit – Why none of the large oil companies are “Paris-aligned”, and what they need to do to get there](#)
- 91 Vinci, 2018. [Spiecapag, filiale de VINCI, remporte un important contrat sur le projet de gazoduc Coastal Gaslink au Canada](#)
- 92 Le Monde, 2020. [Au Canada, le blocage du réseau ferroviaire par des autochtones paralyse l'économie du pays](#)
- 93 OCI, 2020. [Canadian Gov's EDC set to “invest” in controversial Coastal GasLink pipeline](#)
- 94 LNG Canada est un consortium composé de Shell (40%), Petronas (25%), PetroChina (15%), Mitsubishi (15%) et Kogas (5%).
- 95 Le Monde, 2020. [Coronavirus : le secteur parapétrolier face à une crise existentielle](#)
- 96 L'Usine Nouvelle, 2020. [Vallourec va supprimer plus d'un tiers de ses emplois en Amérique du Nord](#)
- 97 Les Échos, 2020. [Vallourec se prépare pour affronter la tempête qui s'annonce](#)
- 98 Total, 2019. [États-Unis : démarrage de la production de GNL au terminal d'exportation Cameron LNG en Louisiane](#)
- 99 Total, 2019. [Total renforce son engagement dans le projet Driftwood LNG, mené par Tellurian, par l'achat de 2,5 millions de tonnes de GNL par an et des investissements en fonds propres](#)
- 100 Total, 2010. [États-Unis: Total signe un accord en vue de la création d'une joint venture avec Chesapeake et l'acquisition de 25% du portefeuille de Chesapeake dans les Barnett Shales](#)
- 101 Le Figaro, 2016. [Gaz de schiste : Ségolène Royal veut interdire les importations](#)
- 102 EIA, 2020. [U.S. Natural Gas Exports and Re-Exports by Point of Exit](#)
- 103 Bloomberg, 2020. [Gas Exports Have A Carbon Footprint Rivaling Coal's](#)
- 104 Legifrance, 2017. [Loi Hulot](#)
- 105 Friends of the Earth Europe, 2019. [Commission support for 55 new gas projects condemned](#)
- 106 Novethic, 2019. [Export: la France officialise la fin des aides au charbon, mais préserve le pétrole et le gaz](#)
- 107 Ministère de l'Économie et des Finances, 2019. [Communiqué de presse : Une nouvelle étape pour verdir le système financier](#)
- 108 Ces soutiens correspondent aux prêts, émissions d'actions et d'obligations, détentions d'actions et d'obligations, mandats de conseil financier, couverture d'assurance, et tous autres services financiers.

LA PLACE FINANCIÈRE DE PARIS AU FOND DU PUIT

COORDINATION Lorette Philippot
(Les Amis de la Terre France)

RÉDACTION Lorette Philippot (Les Amis
de la Terre France), Lucie Pinson
(Reclaim Finance), Cécile Marchand
(Les Amis de la Terre France)

RELECTURE Sandra Imbault et Catherine
Mollière (Les Amis de la Terre France),
Alexandre Poidatz (Oxfam France)

GRAPHISME Zelda Mauger

RECHERCHES FINANCIÈRES ET PARTAGE DE DONNÉES

Profundo, Rainforest Action Network,
Oil Change International



LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Les Amis de la Terre France sont une association de protection de l'humain et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – Friends of the Earth International – présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau de groupes locaux et affiliés autonomes, qui agissent sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

amisdelaterre.org



RECLAIM FINANCE

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

reclaimfinance.org

